

LESPARRE-MÉDOC. Devant le centre des finances publiques, une cinquantaine de militants Force ouvrière (FO) ont manifesté jeudi 28 mars leur opposition à la réforme de la fonction publique.

Centre des impôts : les agents craignent la fermeture

✓ Serge HOURCAN

Banderoles et brassards au vent, une cinquantaine de militants Force ouvrière (FO) ont manifesté devant l'immeuble de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), jeudi 28 mars, leur opposition à la réforme de la fonction publique dont le gouvernement devait débattre le jour-même. « Nous tenons à manifester notre opposition au projet de "géographie revisitée" et du projet de loi de réforme de la fonction publique », martèlent Olivier Dubarry, secrétaire départemental de ce syndicat, et Claudette Hauss, secrétaire adjointe. Ils ont ainsi agi dans le cadre d'une journée d'action et de grève nationale de la DGFIP organisée par leur syndicat ainsi que la CGT, Solidaire, CFDT et CFTC.

Ce projet de loi prévoit de réduire le nombre de « services de plein exercice », à savoir le service des impôts aux particuliers (SIP) et aux entreprises (SIE). Olivier Dubarry a pris pour exemple le premier projet mis à exécution dans les départements de la Haute-Vienne, de la Corrèze et de la Creuse, où, selon lui, le nombre de services a été divisé par deux. « Et sur le plan local, ajoute-t-il, le projet du gouvernement est de fermer nombre de trésoreries



Les militants FO et leurs banderoles.

PHOTO JDM-SH

et de regrouper les agents sur trois ou quatre plateformes dans le département. »

Ce qui semble agacer ces militants est que, dans certains départements, les agents en sont déjà informés alors que dans d'autres, comme la Gironde, et malgré leurs demandes réitérées, c'est le silence des autorités qui répond aux interrogations angoissées des agents. « Les

syndicats sont carrément tenus à l'écart des décisions », précise Claudette Hauss.

Enfin, sur un plan plus général, les militants FO s'inquiètent « de la suppression annoncée de 120 000 fonctionnaires ». Et toujours selon eux, le recours aux contractuels et aux contrats « tous azimuts », les restrictions des instances de dialogue social, la suppression des comités

d'hygiène et de sécurité (CHSCT), le détachement d'office de fonctionnaires dont la mission est privatisée... sont autant d'objets d'inquiétude. Et Claudette Hauss de conclure : « En supprimant des fonctionnaires, on peut s'interroger sur la qualité d'un meilleur service rendu au public ! »